



## SOLUTIONS FISCALES: NOUS AVONS LES MOYENS DE FAIRE AUTREMENT

### Conférence-débat

Date: 29 novembre 2016

Heure: de 12h30 à 17h, suivi d'un 5 à 7

Lieu: BANQ Vieux-Montréal, 535, Viger Est, Montréal  
Métros Berri-UQAM ou Champ-de-Mars

nonauxhausses.org  
#10milliards

### PROGRAMME

L'événement sera animé par madame **Françoise Guénette**, journaliste et animatrice

12 h 30 – 13 h	<b>Accueil et inscription</b>
13 h	<b>Mot d'ouverture</b>
13 h 15 – 14 h 15	<b>Des mythes à déconstruire</b> <ul style="list-style-type: none"><li>– «Il y a urgence de rembourser la dette» – Chantal Santerre, coauteure du livre <i>La dette du Québec, vérités et mensonges</i> (M Éditeur, 2016)</li><li>– «Il faut créer de la richesse AVANT de la redistribuer» – Éric Pineault, économiste, sociologue, et membre du Collectif d'analyse de la financiarisation du capitalisme avancé (CAFCA)</li><li>– «L'austérité est un passage obligé» – Eve-Lyne Couturier, chercheure, Institut de recherche et d'informations socio-économiques</li></ul>
14 h 15 – 14 h 45	<b>Période de questions</b>
14 h 45	<b>Pause</b>
15 h – 16 h	<b>Nous avons les moyens de faire autrement</b> <p>Présentation des principales solutions fiscales de la Coalition* par</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– <b>Chantal Santerre</b>, membre du comité Solutions fiscales de la Coalition, comptable, enseignante au collégial et membre du CA d'ATTAC-Québec</li><li>– <b>Elisabeth Gibeau</b>, membre fondatrice du comité Solutions fiscales de la Coalition et analyste en matière de politiques sociales et fiscales pour l'Union des consommateurs et</li><li>– <b>Ianik Marcil</b>, économiste indépendant et chroniqueur.</li></ul>
16 h – 17 h	<b>Période d'échange avec la salle</b>
17 h	<b>5 à 7 – Lancement du nouveau numéro de la revue <i>Relations</i> portant sur l'austérité et le néolibéralisme au Québec.</b>

\* Les principales solutions fiscales de la Coalition sont : 1) Instaurer 11 paliers d'imposition, 2) Imposer une taxe sur le capital des banques, 3) Contrôler le coût des médicaments, 4) Resserrer la fiscalité des entreprises.